



# LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 50 - 14 décembre 2017

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

## Attaques contre les salaires et le SMIC

### Face aux voleurs et aux cyniques, exigeons notre dû !

Un groupe d'experts prétendument « indépendant », présidé par un conseiller de Macron... et chargé de réfléchir à l'avenir du SMIC vient de conseiller au gouvernement de mettre fin à la revalorisation automatique qui avait lieu jusque là. Elle était calculée chaque année en tenant compte de l'indice des prix et de l'évolution du pouvoir d'achat du salaire ouvrier et employé. Un calcul compliqué pour une « progression » dérisoire : en 2017 le SMIC a augmenté d'à peine 9 € net par mois pour 35 heures par semaine, 30 centimes par jour... qui restent en travers de la gorge des patrons.

#### 1153 euros pour un temps plein

1153 € net par mois pour survivre tout en bousillant sa vie au travail, ce serait donc trop ! Sans parler de celles et ceux à temps partiels dont le salaire est bien plus bas encore, calculé sur la base du SMIC horaire, 7,51 € de l'heure net...

Mais pour le gouvernement et les patrons, le SMIC reste une épine dans le pied. Ils ne supportent aucun frein à leur pouvoir d'exploiter, et en remettant en question le SMIC, ce sont tous les salaires qu'ils visent !

#### Nous couterions trop cher ?

Leur argumentation n'est pas originale : il s'agirait de « permettre aux entreprises de reconstituer leurs marges », d'améliorer leur « compétitivité »... et de développer l'emploi ! D'après le président du « groupe d'expert », qui ne manque pas de souffle, il s'agirait d'agir « contre le chômage de masse ». Pour lui, le mode de revalorisation du Smic « plus contraint que dans aucun autre pays développé » serait « préjudiciable pour l'emploi des actifs les moins qualifiés et les plus fragiles ».

Ce serait donc le SMIC et nos salaires le véritable scandale, pas les profits éhontés que les patrons dégagent sur notre dos ! Pas les milliards détournés par tous les grands patrons et les riches, les Panama et

autres Paradises papers, l'« optimisation fiscale » bien légale... Ce n'est pas non plus l'exploitation des travailleurs (et de nombreux enfants) sur tous les continents par une poignée de multinationales, dont certaines tout à fait françaises, ou encore les licenciements ici comme ailleurs, l'augmentation des cadences, la généralisation de la précarité pour toujours plus augmenter les profits.

#### Ils préparent l'opinion...

Face aux réactions qu'a provoqué la présentation de ce rapport, Macron et Philippe ont juré leurs grands dieux qu'il n'était pas question de supprimer, ni même de bloquer la progression du SMIC et ont assuré qu'ils allaient se donner le temps de la réflexion.

Mais la machine de guerre est lancée.

Comme tous les gouvernements, avant des attaques majeures, ils préparent l'opinion... et adressent à tous les patrons un encouragement à bloquer les salaires.

Pendant ce temps, les profits des grandes entreprises du monde entier continuent à battre des records, tel Siemens qui a annoncé en même temps des profits exceptionnels et... 6900 suppressions de postes.

#### Exigeons notre dû !

L'argent coule à flot dans le petit monde des riches, des actionnaires qui exigent un « retour sur investissement » de plus en plus important. Au troisième trimestre 2017, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde se sont envolés de 14,5 %, soit plus de 328 milliards de dollars distribués en 3 mois ! Cet argent ne s'est pas fait tout seul : il est issu de l'exploitation du travail de ceux qui créent toutes les richesses de la société, les travailleuses et les travailleurs du monde entier. C'est le fruit exclusif de notre travail qui nous est volé.

Alors oui, nous sommes plus que légitimes à exiger des salaires et des pensions permettant de vivre, avec un minimum de 1800 euros net par mois !

## Le 21 novembre une étape dans la lutte pour le maintien des emplois !

Sur FAI, mardi 21 novembre nous étions plusieurs dizaines de salariés à avoir répondu à l'appel de deux syndicats de l'entreprise pour dire qu'il nous fallait du boulot pour l'avenir. Nous avons pu discuter autour d'un casse-croûte, se compter d'abord, et après discuter de notre avenir immédiat. Oui, nous n'oublions pas la défense des emplois qui est notre préoccupation constante. La stratégie du pourrissement de la direction au niveau européen est pour le moins alarmante. Les productions à venir sont en baisse et pour certaines seront terminées en 2018 et 2019. Et aucune production sur le long terme ne vient les remplacer à ce jour... La défense de nos emplois dépend de notre mobilisation, c'est une certitude.

## Les ordonnances Macron : un permis de licencier pas cher

Avec les ordonnances, les patrons se régalaient d'avance. Pour les licenciés, les nouvelles mesures permettent en plus de ne pas tenir compte des bénéficiaires du groupe pour licencier dans l'entreprise jugée pas assez rentable. Sans compter que les motifs de licenciements sont plus faciles à défendre et le prétexte d'une baisse des commandes, ou des « pertes » sur d'autres usines entre autres suffisent pour justifier des licenciements. Pour faire passer la pilule, les indemnités minimum ont été revues à la hausse, mais pour les supra-légales des exemples récents les montrent en baisse. Les conséquences de tout cela ne sont pas difficiles à entrevoir : développement du travail précaire et diminution des emplois en CDI pas trop mal payés. Nous avons tout intérêt à ne pas laisser faire.

## Clinique du Tondu, une lutte qui a payé !

Quatre jours de grève à la clinique du Tondu et un piquet d'une cinquantaine de salarié-e-s chaque jour, c'était un coup de tonnerre dans cette clinique où il n'y avait pas eu de grève depuis 17 ans. Malgré l'inexpérience, les grévistes se sont très vite organisé-e-s, trouvant des soutiens, popularisant leur mouvement, prenant leur mouvement en main pour exiger des embauches. La direction a finalement lâché quelques heures ici et là dans les services et s'est engagée à plus de respect des roulements, elle a aussi accordé une prime de 130 euros ponctuelle (refusant de payer les jours de grève). Aussi partielles soient-elles, ces avancées comptent et c'est surtout l'expérience de lutte, de démocratie et de solidarité qui a marqué les grévistes, avec la fierté de ce qu'elles et ils ont fait.

Une expérience qui comptera dans l'avenir !

## Hôpital public la lutte est contagieuse

Le 7 décembre, au CHU de Pellegrin des salarié-e-s de divers services sont partis en grève. Les raisons de la colère : le décompte des heures lors des arrêts maladie pour les personnels en horaires dits « atypiques » (9h, 10h30, 12h...) depuis un changement de logiciel, ces salariés se retrouvent devoir des heures. Plusieurs ont ainsi découvert qu'ils n'avaient plus les congés de fin d'année sur lesquels ils comptaient ! Les salarié-e-s sont allé-e-s à la direction à une soixantaine, exigeant avec le syndicat Sud (à ce jour seul partie prenante de la grève) que le CHU leur rende leurs jours et applique la décision de la cour administrative d'appel de Marseille de juillet 2017 qui leur donne raison. Face au refus de la Direction, l'AG a voté la grève à l'unanimité. Depuis, outre l'occupation du rond-point, les grévistes font le tour des services, s'adressent aux collègues des autres établissements de la région... et ont été voir les autres syndicats pour les appeler à les soutenir...

Parallèlement, la solidarité s'organise à travers les réseaux militants dont le collectif de lutte 33, des sections syndicales locales, Solidaires, le NPA. Les visites de soutien se succèdent au piquet, dont celle de notre camarade Philippe Poutou, très appréciée, ou du député local de la FI.

Et vendredi 8, c'est le personnel de l'hôpital de Libourne qui était en grève à l'appel de CGT, SUD, FO et UNSA contre la remise en cause de l'accord RTT de 2002 et des projets de suppressions de postes...

Face aux attaques, les salariés trouvent des réponses adaptées.

Le NPA 33  
vous invite à une

## Rencontre militante

pour débattre  
de la situation du  
monde du travail,  
des luttes,  
des perspectives pour  
notre camp social



vendredi 26 janvier 2018 - 19h  
Athénée Municipal - Place St Christoly - Bordeaux

Contact : [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org) - 07 83 64 43 49 - [www.npa33.org](http://www.npa33.org)

**Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...**